



Conseil économique et social

Distr. générale
18 juin 2007
Français
Original : anglais

Session de fond de 2007

Genève, 2-27 juillet 2007

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Examen ministériel annuel : renforcement
de l'action menée pour éliminer la pauvreté
et la faim, notamment grâce au Partenariat
mondial pour le développement**

Lettre datée du 8 juin 2007, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies et par le Chargé d'affaires de la Mission permanente de la République dominicaine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur d'appeler votre attention sur le lancement de la Public-Private Alliance Foundation, qui a eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 18 mai 2007. Plus de 120 personnes, dont des ambassadeurs et d'autres représentants des gouvernements, des chefs d'entreprise, des fonctionnaires des Nations Unies et des représentants d'organisations non gouvernementales, des universités, des chambres de commerce et des médias ont participé à cet événement dont l'objectif était de faire mieux connaître les partenariats de lutte contre la pauvreté et de prendre des mesures pour mobiliser les ressources d'un bassin diversifié d'intervenants.

L'un des principaux défis auxquels les pays en développement font face est la question de savoir d'abord comment créer et renforcer les capacités, puis comment mobiliser ces dernières et les consacrer à éliminer les problèmes associés à la pauvreté, tels qu'ils sont recensés dans les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres principes adoptés au niveau international. Pour pouvoir s'attaquer efficacement à ces problèmes, il faut des actions concrètes des gouvernements, des entreprises, des universités, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies, ainsi que des interactions entre ces intervenants.

L'accent que le Public-Private Alliance Foundation met sur les partenariats et sur une approche entrepreneuriale du développement est un élément très pertinent

* E/2007/100 et Corr.1.



pour l'examen ministériel annuel qui fera partie du débat de haut niveau à la prochaine session du Conseil économique et social. La Fondation, organisme sans but lucratif novateur, vise à contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et plus particulièrement à celle des objectifs 1 et 8. Elle participe au Pacte mondial et promeut la coopération Sud-Sud et triangulaire. Elle appuie les activités favorables aux pauvres dans les domaines des affaires, de la formation et des placements, ainsi que du commerce et des activités connexes à l'appui du développement durable.

M. Daniel Mejia, qui préside la Sunland Group Corporation ainsi que le conseil d'administration de la Public-Private Alliance Foundation, a annoncé lors de l'événement du 18 mai l'octroi d'un don de 100 000 dollars des États-Unis à la fondation. D'autres personnes présentes ont elles aussi annoncé des dons, des partenariats et des occasions d'affaires.

Des allocutions ont été prononcées par le Vice-Président du Conseil économique et social, M. Léo Mérorès (Haïti); le chef de secrétariat du Pacte mondial; le chef de la Section des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies; le Représentant permanent de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies; et l'Ambassadeur Francis Lorenzo, de la Mission permanente de la République dominicaine auprès de l'Organisation.

Des représentants de nombreux organismes se sont déclarés intéressés par des partenariats et une collaboration avec la Public-Private Alliance Foundation, dans le cadre d'activités telles que : le programme d'ordinateurs pédagogiques Classmate d'Intel; le portail Open City de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement; le programme d'énergie solaire de PureTek Inc. pour les exploitations agricoles, les écoles et les entreprises; les travaux de recherche sur les envois de fonds, l'entrepreneuriat et la microfinance intéressant les femmes de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW); les distilleries d'éthanol de la TransSeed Corporation; la collaboration en matière de gouvernance électronique avec la Section de l'administration publique et de la gestion du développement du Département des affaires économiques et sociales; la recherche sur l'eau salubre du Patel Center for Global Solutions, de la University of South Florida; l'appui à la pisciculture fourni par le Infopoverty Institute de la University of Oklahoma; un résumé, par la United States Agency for International Development (USAID), des contributions des groupes communautaires à vocation religieuse; les programmes parascolaires de la World Sports Alliance; et le soutien financier et autre et d'autres formes de collaboration de la Coalition of Hispanic Chambers of Commerce of New York State et de ses membres.

Ces engagements et ces propositions aideront à appuyer, à élargir et à diversifier les travaux que la Public-Private Alliance Foundation a déjà entrepris dans divers secteurs.

La Public-Private Alliance Foundation est issue de l'Alliance des Nations Unies entre les organismes publics et privés pour le développement rural, initiative du Conseil économique et social axée sur la sensibilisation, la mobilisation et la communication relatives aux efforts de promotion des partenariats public-privé. Madagascar et la République dominicaine sont les pays pilotes de cette initiative et les premiers pays bénéficiaires de la Public-Private Alliance Foundation. En tant qu'organisme sans but lucratif, la Fondation est en mesure de recevoir et de

décaisser des fonds de diverses provenances et de prendre des mesures pour tisser de véritables partenariats qui auront un effet sur la vie et les moyens de subsistance des personnes visées. Afin d'élargir son action au profit d'autres pays, la Fondation crée actuellement un conseil d'ambassadeurs des Nations Unies qui lui donnera des conseils sur les politiques publiques intergouvernementales et nationales, sur les ressources possibles et sur la mise en œuvre des programmes.

Il devient de plus en plus évident que les entreprises qui parviennent à la fois à faire des bénéfices et à les mettre au service de la communauté peuvent jouer un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté et l'instauration d'un développement durable. La Public-Private Alliance Foundation est un élément dynamique de ce mouvement qui cherche à encourager les entreprises à jouer un rôle positif dans le développement.

Nous estimons que tous ces efforts méritent d'être cités et encouragés à l'occasion de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social. Nous vous serions donc reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil, au titre du point 2 b) de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de Madagascar auprès de l'Organisation
des Nations Unies
(Signé) Zina **Andrianarivelo-Razafy**

L'Ambassadeur,
Chargé d'affaires de la Mission
permanente de la République
dominicaine
(Signé) Francis **Lorenzo**